

I'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi
10 décembre 1976

No 582

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

La délégation des communistes marxistes léninistes de France conduite par Jacques Jurquet de retour de Chine

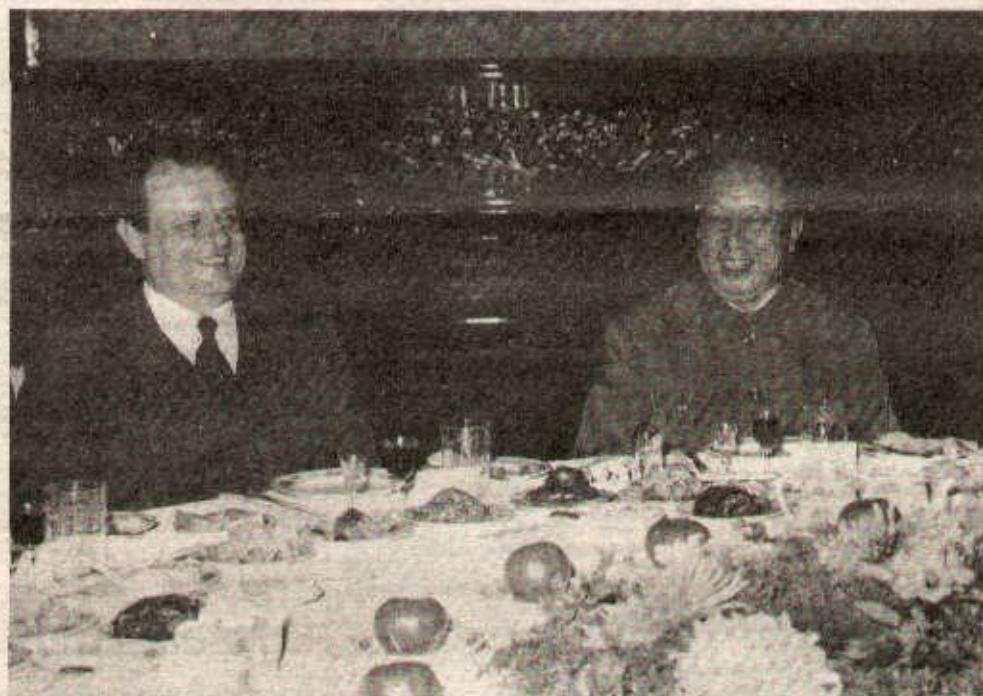
«NOUS AVONS REÇU UN ACCUEIL CHALEUREUX ET FRATERNEL»

La délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par le camarade Jacques Jurquet est arrivée hier à l'aéroport de Roissy, après un séjour de 3 semaines en République populaire de Chine effectué sur invitation du Comité central du Parti communiste chinois. Des membres de notre Comité de rédaction sont allés accueillir nos camarades.

Ceux-ci étaient en excellente forme malgré le long voyage. Ils ont déclaré pleins d'enthousiasme : «La situation est excellente. Nous avons pu constater partout le soulagement, la joie et confiance ce après la désignation du camarade Houa Kouo-feng comme président du Parti communiste chinois et après l'écrasement de la «bande des quatre». La victoire remportée sur la clique d'éléments ambitieux antiparti et antipopulaire est une garantie historique que sous la direction de son Parti communiste ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng la Chine restera rouge.

Cette victoire a créé les conditions pour que le peuple chinois transforme sa douleur en force après les pertes cruelles qu'il a subies cette année avec la disparition des camarades Chou En-lai, Chou Teh et surtout avec celle de son grand dirigeant le président Mao.

Nous sommes ainsi convaincus que sur le plan international également la ligne révolutionnaire du président Mao continuera à être appliquée, conformément à l'analyse marxiste-léniniste des trois mondes formulée par le président Mao Tse-toung lui-même, et sur la base du renforcement des liens du Parti communiste chinois avec toutes les organisations et partis authentiquement marxistes-léninistes.



Le président Houa Kouo-feng et le camarade Jacques Jurquet au cours du repas offert par le président Houa Kouo-feng le 5 décembre à Pékin.

C'est pourquoi malgré les divers obstacles dressés sur sa route, la ligne internationale du PCC continuera de remporter succès sur succès.

Parlant de l'accueil extrêmement chaleureux qu'ils ont reçu tout au long de leur séjour, nos camarades ont ajouté :

«Nous avons été constamment entourés en Chine d'une sollicitude fraternelle qui s'adressait à travers nous à tous les communistes marxistes-léninistes authentiques de notre pays ainsi qu'à la classe ouvrière et au peuple révolutionnaire de France».

Nos camarades nous ont assuré que l'Humanité rouge pourra comporter prochainement nombre de riches éléments témoignant de l'excellente situation actuelle et des brillantes perspectives à venir.

Ponomarev à Paris

POUR PREPARER LA VENUE DE BREJNEV ?

Une délégation du Soviet suprême de l'URSS, conduite par Boris Ponomarev, séjourne en ce moment à Paris. Ponomarev, on s'en souvient, est l'idéologue de service du révisionnisme soviétique, auteur d'un célèbre document du même nom, publié naguère dans les colonnes du quotidien portugais «Républica». Ce document, dont la publication est le résultat d'une «fuite» qui fit grand bruit, traçait dans le plus grand secret, mais de manière tout à fait impérative, la ligne d'action que Moscou entendait voir suivre par les partis révisionnistes d'Europe occidentale au service de ses intérêts, sur les plans idéologique, économique, politique et même militaire.

Cela n'a pas empêché Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, de recevoir fort civilement Ponomarev et sa suite en son hôtel particulier et d'échanger avec lui les toasts les plus chaleureux, souhaitant

notamment que se développe «l'esprit de coopération» entre les parlements français et soviétique. N'a-t-il pas même courbé l'échine au point de suggérer que les commissions des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et du Soviet suprême étudient ensemble un «programme de désarmement progressif» ? Voilà qui ne peut que réjouir Brejnev et sa clique avide de tout ce qui peut renforcer l'illusion d'une prétendue «détente mondiale» qui ne sert qu'à camoufler ses visées agressives.

Cette visite, qui s'est déroulée au demeurant fort discrètement, avait sans doute aussi comme objectif de sonder le terrain en vue de la venue annoncée dans notre pays du chef de file du social-impérialisme au début de l'an prochain. S'il maintient ce projet, les travailleurs de France seront nombreux à lui réserver l'accueil qu'il mérite.

Tout faire pour la victoire des grévistes de la Sonacotra (1)

Contre attaquer les manœuvres patronales

Il y a un mois la direction de la Sonacotra réussissait à faire poursuivre devant les tribunaux d'instance plusieurs centaines de résidents grévistes. But de l'opération : contraindre ceux qui font la grève des loyers à payer malgré tout, en obtenant des saisies-arrêts sur leurs salaires !

Il y a dix jours un premier jugement dans ce sens était rendu pour le foyer de Montreuil. Aussitôt les avocats du Comité de coordination faisaient appel.

Cela impose immédiatement deux types de riposte d'ailleurs complémentaires. La première, c'est qu'un des moyens de faire échec aux saisies-arrêts sur salaires consiste à mobiliser les travailleurs dans les entreprises concernées pour s'opposer au prélèvement sur le salaire des résidents. En effet, c'est le patron qui est informé de la décision de justice et chargé d'effectuer la saisie.

Or il y a déjà eu des cas où les patrons ont refusé ce type de pratique sous la pression de leurs ouvriers.

Cela montre l'importance de la popularisation et du soutien au niveau des entreprises là où s'exprime le plus concrètement la solidarité de classe entre ouvriers.

Le deuxième type de riposte c'est bien évidemment la liaison à effectuer au niveau des autres luttes sur le front du logement des travailleurs. (suite p.4)

MARASME EN ISRAËL

Les autorités sionistes se réjouissent hautement ces jours-ci de la bienveillance affichée à leur égard par la future administration américaine présidée par Jimmy Carter. Washington vient en effet de donner le feu vert à la livraison de chasseurs F-16 à Israël. Ce n'est pas un mince cadeau des impérialistes US à leurs protégés sionistes. Le F-16 est en effet l'appareil le plus perfectionné de l'aviation américaine dont l'OTAN est seulement en train de se doter. La «commande» israélienne n'est pas une bagatelle : elle porte sur 400 exemplaires, chiffre énorme, qui dotera l'État sioniste d'une nette supériorité aérienne sur l'Égypte et la Syrie réunies, en doublant d'un seul coup sa propre capacité.

A titre de comparaison, ces deux pays arabes sont seulement équipés de 45 exemplaires de l'avion soviétique MIG 23 dont les performances sont comparables à celles du F 16 américain qui, rappelons-le peut être équipé de charges nucléaires ! Et chacun sait que l'entretien et les pièces de rechanges du matériel soviétique font défaut à tous ceux qui n'acceptent pas docilement la baguette de Moscou.

(Suite p. 2)

Marasme en Israël

Suite de la p. 1

Il fallait cette nouvelle, qui porte sur la coquette somme de 2 milliards 300 millions de dollars, pour regonfler un peu le moral des sionistes. Comme tous les réactionnaires du monde, ils comptent en effet sur l'accumulation d'un gigantesque matériel de guerre pour venir à bout de la lutte armée menée par le peuple palestinien.

Sur tous les plans, la situation est en effet loin d'être brillante pour Israël.

Sur le plan économique, d'abord, la militarisation poussée de l'État le rend in-

capable de maîtriser une inflation galopante qui se situe autour de 35 % pour cette année. Le déficit de la balance commerciale s'accroît vertigineusement, les charges militaires représentent 40 % du budget de l'État.

Sur le plan social, la contestation grandit de plus en plus devant le poids des impôts et la cherté de la vie. Les grèves revendicatives se multiplient, particulièrement dans le secteur public. Or, l'économie d'Israël appartient pour près de la moitié, soit à l'État, soit à « l'Histadrout », ce pseudo syndicat

avec lequel les directions confédérales CGT et CFDT entretiennent les meilleures relations. L'Histadrout possède en effet de très nombreuses entreprises du secteur industriel, bancaire ou commercial. Jusqu'aux fameux « kibboutz », présentés comme un modèle de « socialisme autogestionnaire » ayant réussi « l'abolition du salariat », qui voient se développer des grèves chez les salariés qui y sont employés et représentent souvent plus de la moitié des habitants.

Sur le plan politique enfin, Israël peut se réjouir du soutien affiché des 2 superpuissances. L'URSS qui lui renouvelle périodiquement ses offres de « garantie et de développement » multiplie les appels du pied pour normaliser sa situation avec l'État sioniste. Pour rendre ses propositions plus alléchantes, elle n'hésite pas à faire tinter les roubles. La RDA vient en effet de faire savoir au gouvernement sio-

niste qu'elle envisageait le règlement d'indemnités aux juifs ayant souffert du nazisme... mais seulement une fois que les liens diplomatiques auront été renoués entre l'URSS et Israël !

Mais, dans la Palestine occupée, la lutte des populations arabes opprimées ne cesse de grandir. Les combattants palestiniens développent les actions armées en plein cœur des citadelles sionistes, comme l'incendie récent de plusieurs usines au centre-même de Tel-Aviv. Les lycéens, les commerçants palestiniens multiplient les grèves et les manifestations de rues. Enfin, la toute récente décision de l'assemblée générale de l'ONU, enjoignant Israël d'évacuer les territoires arabes qu'il occupe depuis 1967, est une nouvelle et retentissante défaite infligée aux sionistes, un nouveau succès pour le peuple palestinien en lutte et son seul représentant légitime, l'OLP.

Le PCF au secours d'Israël

Une décision récente de la municipalité révisionniste de Vitry sur Seine vient d'entériner le jumelage de cette ville avec celle de Nazareth, (Israël), pour « le développement des liens d'amitié et de compréhension mutuelles ». Il est vrai que le maire de Nazareth est membre du parti prosoviétique israélien. Entre révisionnistes, on se « comprend ».

Non à la venue de Brejnev en France

L'URSS, foyer principal d'une nouvelle guerre mondiale

L'expérience historique montre que le partage du monde entre puissances impérialistes a toujours été basé sur la domination économique et militaire. Les guerres menées pour la suprématie mondiale ont toujours été en relation étroite avec les inégalités de développement de ces puissances.

L'histoire en témoigne : c'est ainsi que la première comme la seconde guerre mondiale ont éclaté. Depuis, durement secoué au cours de ses guerres d'agression en Corée, en Indochine, l'impérialisme US s'est trouvé plongé dans des crises économiques et politiques sans cesse plus profondes.

Le social-impérialisme soviétique n'est pas satisfait de ce qu'il a déjà pris. Il revendique énergiquement un nouveau partage du monde.

tôt ou tard, une telle contradiction ne peut se résoudre que par la guerre.

Que le social-impérialisme soit devenu le fauteur de guerre le plus dangereux dans le monde n'est pas un hasard accidentel mais découle de son système social.

A la suite de la prise du pouvoir dans le parti et dans l'État soviétiques, par la clique Krouchtchev-Brejnev, une ligne révisionniste a été vigoureusement impulsée sur les plans intérieur comme extérieur, et l'URSS s'est transformée en un État social-impérialiste. Impéria-

lisme signifie guerre ; et le capitalisme monopoliste comme base économique détermine en dernière instance la guerre impérialiste. Sous la dictature d'une bourgeoisie monopoliste bureaucratique, l'État soviétique a pris le contrôle de tous les secteurs économiques vitaux ainsi que de toutes les richesses sociales du pays et il exerce une dictature de type fasciste des plus brutales. Comparé à la situation aux USA, où plusieurs grands groupes financiers séparés se partagent le pouvoir, le capitalisme monopoliste russe est de nature encore plus monopoliste, il a atteint un plus haut degré de concentration. Il impose un contrôle plus serré sur l'appareil d'État et il agit plus directement sur l'économie. En conséquence, dans sa lutte contre l'autre superpuissance pour l'hégémonie mondiale, l'URSS est capable d'enclencher au maximum le développement de son économie nationale sur une stratégie globale pour la domination du monde.

Le social-impérialisme qui se livre à une expansion délirante de ses armements en vue de la guerre chante en même temps bien fort les louanges de la « détente », serinant toutes sortes de propos sur la « paix », parlant de « paix durable » et disant que « la détente ne saurait retourner sur ses pas ». Tissu de mensonges ! Le recours sans vergogne des révision-



La légende de cette photo de débarquement parue dans une revue militaire soviétique est éloquent. Elle dit simplement : « Les marines au cours d'une attaque rapide et audacieuse ». Voilà qui peut difficilement passer pour l'application d'une « politique strictement défensive ».

nistes soviétiques à la force des armes en Angola a été une révélation : le masque était levé un peu plus sous lequel le social-impérialisme cachait sa férocité.

Mais de profonds changements ont eu lieu dans la situation mondiale. Les temps sont désormais révolus où les superpuissances impérialistes pouvaient régner en maîtresses absolues sur le monde. A l'heure actuelle, de plus en plus d'hommes et de femmes de tous les continents réfléchissent sérieusement à la situation en Europe et dans le monde. Ils comprennent de plus en plus clairement que le social-impérialisme constitue aujourd'hui le danger principal. Quand les peuples sont prêts à toutes éventua-

lité, ils peuvent conjurer tous les périls. Par contre, l'indulgence envers ces brigands ne peut qu'encourager leurs ambitions car l'appétit d'un agresseur est insatiable.

Il a beau montrer les dents, le social-impérialisme est fort en apparence et fragile en réalité. S'opposer à l'hégémonie de l'URSS et des USA est devenue une puissante aspiration commune à tous les pays et à tous les peuples, à ceux du tiers monde en particulier, soumis à l'agression, au contrôle, à l'ingérence et aux menaces des superpuissances.

Le social-impérialisme soviétique peut bien oser déclencher une nouvelle guerre mondiale, une défaite inévitable l'attend : il connaîtra le destin d'Hitler.

le monde en marche

Maroc

Succès de la grève de la faim des marxistes-léninistes emprisonnés

Deux cent quarante-deux jeunes marocains emprisonnés dans les geôles d'Hassan viennent de terminer avec succès une grève de la faim qu'ils avaient entamée il y a 3 semaines pour protester contre leur détention arbitraire depuis deux ans. Leur demande d'être jugés ou libérés doit être satisfaite dans les semaines à venir.

Ils avaient été arrêtés en 1974, accusés d'appartenir à une organisation clandestine marxiste-léniniste et d'atteinte à la sûreté de l'État. Pour réprimer le peuple marocain et en particulier les marxistes-léninistes, Hassan sait qu'il peut compter sur le soutien des révisionnistes du PPS (ex-PCM). Dans leur journal « Al Bayane », ceux-ci viennent en effet de pousser le cynisme jusqu'à condamner publiquement les grévistes de la faim comme des « gauchistes » dont certains ont été condamnés pour avoir pris part aux violences de mars 73 (soulèvement lycéen qui fut noyé dans le sang par les troupes d'Hassan).

Ainsi, ici comme déjà lors de la marche verte, les révisionnistes marocains montrent clairement que la collaboration ouverte avec le régime ne leur fait pas peur.

Suède

Manifestation ouvrière à Stockholm

Environ 6 000 personnes ont manifesté samedi dans le centre de Stockholm pour protester contre l'attitude de la confédération du patronat suédois au moment de l'ouverture des négociations pour le renouvellement des conventions collectives de salaire.

Cette manifestation est la première de ce genre depuis le début des années 30, période à laquelle la social-démocratie était arrivée au pouvoir.

Les manifestants, porteurs de drapeaux rouges et de banderoles ont réclamé l'application des revendications ouvrières. Le patronat avait récemment déclaré qu'en raison de la « crise sérieuse » qui se manifeste dans l'industrie suédoise, il ne serait « pas possible » de procéder à de sensibles relèvements de salaires.

Au Danemark, le patronat vient de faire entériner par le parlement son propre plan d'austérité. Il condamne notamment comme « illégale » toute hausse des salaires obtenue à la suite d'une grève « sauvage ». Cette disposition renforce la loi votée en août dernier qui prévoit que les salaires ne devront pas progresser de plus de 6 % par an en 1977 et 1978.

ONU

Condamnation de la collaboration avec les racistes

Par 97 voix contre 11 et 28 abstentions, l'assemblée générale a entériné récemment une résolution adoptée le 4 novembre dernier par sa commission sociale et humanitaire qui condamne en les citant notamment la France, la RFA, le Royaume-Uni, les États-Unis, Israël et le Japon pour leur collaboration avec les régimes racistes d'Afrique australe, « en particulier dans les domaines économique, militaire et nucléaire ».

Cette résolution critique d'autre part l'usage par la France, les États-Unis et le Royaume-Uni de leur droit de veto dans le cadre du conseil de sécurité « contre l'exercice par les Africains opprimés de leurs droits humains ». Elle demande au conseil de sécurité d'instaurer un embargo total sur les fournitures d'armes et de matériel militaire à l'Afrique du Sud.

Espagne

Mouvements de grève

A quelques jours du référendum du 15 décembre, on signale de nombreux débrayages, tant à Madrid qu'au Pays Basque et à Barcelone.

Dans la capitale, le travail a cessé à l'usine aéronautique « Casa », qui emploie près de 7.000 ouvriers, ainsi que « John Deere », « Siemens » et « Ibelsa ».

Dans la province de Guipuzcoa, autour de Saint-Sébastien, on évalue à 20 000 le nombre des grévistes dans la métallurgie, secteur également affecté dans la province de Léon.

En Navarre, les ouvriers du bâtiment sont en grève ainsi que les dockers à Barcelone.

nouvelles intérieures

A propos d'éventuelles élections législatives anticipées

Rivalités aiguës des milieux politiques bourgeois

« Les dirigeants patronaux de plus en plus nombreux, croient à des élections anticipées en juin ou en octobre », c'est ce qu'explique la feuille patronale confidentielle « La lettre de l'Expansion » dans son numéro du 29 novembre dernier.

Pourtant Giscard à peine avait-il posé le pied sur le sol français, après son voyage en Yougoslavie, qu'il déclarait ne voir « aucun motif de mettre un terme prématuré à l'existence de la majorité de l'Assemblée ».

S'il on rapproche ces deux informations des déclarations et de l'activité de Chirac depuis sa démission, on comprendra facilement que le clan monopoliste actuellement au gouvernement est divisé sur la tactique à suivre pour faire face aux conséquences politiques de la crise générale qui touche tous les secteurs de l'activité du pays. Lorsque Chirac avait rendu publique sa démission du précédent gouvernement, on se souvient qu'il avait déclaré à cette occasion qu'un des différends qui l'opposaient à Giscard était qu'il était favorable à des élections antici-

pées. Depuis, les événements ont largement prouvé que c'était là le but du remue-ménage dans les sphères gaullistes agitées par l'ex-premier ministre.

La crise est au centre des rivalités entre les différents clans bourgeois. Plus elle s'approfondit, et plus ces rivalités s'exacerbent. Telle qu'est divisée la bourgeoisie sur le plan des partis politiques, les élections sont le moyen pour les partis bourgeois d'opposition, notamment ceux regroupés derrière le sigle de l'union de la gauche, de revendiquer un nouveau partage du gâteau, c'est à dire de la plus-value extorquée de l'exploitation de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse. Ainsi, il est clair que l'union de la gauche favorisera un repartage de ce gâteau, de façon à ce que soient avantagés les secteurs bourgeois de type bureaucratique, en augmentant même le poids de ces secteurs dans l'économie monopoliste. Et ce repartage ne peut se faire qu'au détriment d'autres secteurs.

C'est tout cela qui explique les rivalités de plus en plus vives dans les milieux

politicards de la bourgeoisie, si bien qu'à 18 mois des élections législatives, la campagne est déjà engagée comme si nous étions à la veille de ce scrutin.

La tactique avancée par le sieur Chirac consiste donc à créer les conditions dans la « majorité » pour imposer une dissolution de l'Assemblée et provoquer des élections anticipées qui, croit-il, permettront à ce clan de conserver les rênes de l'État monopoliste. Pour le moment, il ne semble pas que les autres secteurs de cette « majorité » soient prêts à suivre Chirac. Mais le développement de la crise capitaliste dans le pays, que tous les bourgeois s'accordent à prévoir extrêmement aiguë pour 77, pourrait en décider autrement.

Pour nous, ce qui est important, ce ne sont pas les pronostics plus ou moins fumeux, mais c'est de nous préparer à une période politique où il faudra combattre notamment la propagande mensongère et mystificatrice de l'union de la gauche et, tout particulièrement, celle du faux parti communiste de Georges Marchais qui tente d'utiliser le mécontentement populaire et de le canaliser pour faire aboutir ses objectifs réactionnaires.

Chomage

BARRE AU SECOURS DE CEYRAC

Raymond Barre a pris l'air soucieux pour déclarer que « le problème de l'emploi est un problème difficile, qui sera difficile au cours des prochains mois ». Il volait ainsi au secours de Ceyrac, le patron des patrons, réclamant au nom de la loi du profit maximum que de nouvelles fournées de chômeurs soient prochainement jetées sur le pavé.

Cet avertissement semble bien confirmer les sombres perspectives des experts capitalistes qui prédisent un avenir difficile aux monopoles français pour le début de l'année prochaine.

Les « mesures » adoptées en conseil des ministres, « concernant l'emploi des jeunes et des cadres » ne sont donc rien d'autre que d'aimables bavardages destinés à dorer cette pillule amère : les chômeurs réels qui approchent dans notre pays le nombre de 1 500 000, atteindraient celui de 2 millions en 1977.

Ces mesures visent aussi à serrer un peu plus la vis aux chômeurs actuels et futurs. En présentant désormais les offres et les demandes d'emploi par région et par métier, on brouillera un peu plus les cartes en ce qui concerne l'ampleur du phénomène au plan national.

Derrière les « instructions qui seront données à l'ANPE afin de suivre avec une attention particulière la situation des demandeurs d'emploi inscrits à l'agence depuis un certain temps dans le but de faciliter leur reclassement », il n'est pas difficile de percevoir en filigrane le renforcement de l'encadrement policier des chômeurs dans le but de rayer impitoyablement des registres tous ceux qui se montreraient rétifs à un déclassement.

Pour « faciliter » l'accès à

l'emploi des jeunes, l'âge à partir duquel ils pourront se faire exploiter sous la règle des contrats « emploi-formation » sera abaissé de 17 à 16 ans, etc. etc.

Toutes ces « mesures » qui visent à augmenter le nombre des chômeurs tout en restreignant leurs maigres droits ne tiennent pas compte d'une chose : la colère et la combativité grandissantes des travailleurs privés d'emploi et la solidarité qui les unit à leurs camarades actifs.

Grève reconduite au 63^e jour

LES « ECUREUILS » CONTINUENT

Après avoir, toujours aussi massivement reconduit mercredi leur grève, les travailleurs de la Caisse d'Épargne de Paris manifestaient jeudi 9 à 16 h 30 devant le Palais de Justice.

La Direction a en effet été assignée en référé pour son refus de tenir les réunions mensuelles (prévues par la loi) avec les délégués du personnel. Ces gens là bien sûr, n'aiment pas discuter sous la pression d'une grève. Mais les « Écureuils » ne sont pas prêts à se contenter de promesses de discussion. Ils ne font pas la grève pour de « véritables négociations » comme Séguy, Maire et confrères en ont lancé la mode pour mieux détourner les luttes.

Ils font grève pour défendre leurs intérêts et s'en tiennent depuis le début à cette position de classe.

L'impression d'ouvrages à l'étranger

LE PCF MAL PLACE POUR EN PARLER

Lié à l'affaire du « Parisien libéré », les faux communistes du PCF, ont fait grand tapage sur l'impression de livres en français à l'étranger. Mais tout ce tapage sonne bien creux quand il provient des sirènes révisionnistes. C'est ce que nous rappelle un lecteur, avec l'anecdote suivante.

Désirant me procurer le livre de J. Reed « Dix jours qui ébranlèrent le monde », je me suis rendu dans une librairie progressiste de Paris.

De retour chez moi, je feuilletais l'ouvrage et m'apercevais qu'une vingtaine de pages manquaient et que d'autres étaient blanches.

Je rapportais donc ce livre pour l'échanger, et à ma grande surprise, la vendeuse m'a déclaré que ce n'était pas le premier depuis que cet ouvrage était imprimé en URSS.

Aussitôt, j'ouvrais le livre donné en échange et je constatais que celui-ci avait été imprimé à Varsovie. Ce livre est diffusé en France par les Editions Sociales qui sont comme chacun sait entièrement aux mains du PCF.

Ainsi pendant que les révisionnistes français dénoncent à grand bruit les travaux d'impression effectués à l'étranger, et exigent le rapatriement immédiat de ce travail, ils sous-traitent l'impression de leurs livres à l'URSS ou à la Pologne.

En fait, de la même manière que les capitalistes français utilisent la main d'œuvre à bon marché de certains pays, les révisionnistes participent à l'exploitation de la classe ouvrière de pays soumis au social-impérialisme pour augmenter leur profit.

Il n'y a rien à attendre de ces gens « de gauche » qui ne sont en réalité que des bourgeois déguisés !

Marchais, briseur de grève

Lors d'une assemblée générale aux Buttes-Chaumont des travailleurs de la SFP inquiets de leur avenir remis en cause depuis le démantèlement de l'ORTF et s'étant mis en grève pour se réunir et décider de l'action à mener contre le patron Edeline, les tournages où il y avait des grévistes se sont arrêtés. Mais nos « braves dirigeants » syndicaux ne nous avaient pas dit qu'un tournage aurait dû être interrompu aussi, les techniciens y étant en grève tout pareil : celui de Marchais pour l'émission « C'est à dire ».

Que nous ont-ils proposé ? On vous le donne en mille ! Tout simplement que le tournage se fasse avec nos camarades, grévistes, mais mandatés par l'assemblée générale pour assurer le tournage quand même !

Inutile de dire tous les commentaires dans la salle devant cette atteinte à notre

droit de grève par les « dirigeants syndicaux » eux-mêmes !

— « S'il y a des grévistes sur un tournage, il ne doit pas se faire, un point c'est tout ! »

— « Si le champion des luttes, Marchais veut nous soutenir, il n'a qu'à boycotter l'émission ! »

— « On n'a qu'à envoyer un piquet de grève pour empêcher le tournage... »

Finalement, le tournage s'est fait quand même, mais avec les techniciens de l'A2, nos camarades techniciens ne marchant pas dans la combine.

Mais que Marchais ait ainsi joué les briseurs de grève ne permet que mieux aux travailleurs de la SFP de connaître les véritables ennemis de leur lutte pour mieux les balayer !

Les marxistes-léninistes de la Société française de production

Un patron de « gauche » préparera les assises du CNPF de 77

Le patron des patrons, Ceyrac, pense à tout. Il pense notamment à la situation désastreuse de l'économie monopoliste en ce moment, et surtout aux prochaines échéances électorales.

Et sans doute que les propos tenus par les chefs de file du PS en octobre dernier, à la table ronde organisée par la revue « L'Expansion » ont dû être entendus. Mitterrand avait déclaré que le profit, le marché (capitaliste) et la liberté d'entreprise (d'exploiter) serait les moteurs de l'économie avec la « gauche » au pouvoir.

Ceyrac a donc demandé à Paul Appel du PS, responsable d'« Entreprise et Progrès », de préparer les prochaines assises du CNPF,

qui se tiendront en 1977, à Tours, sur le thème de l'entreprise.





SONACOTRA

CONTRE ATTAQUER LES MANŒUVRES PATRONALES

Suite de la p. 1.

Il est donc très important pour favoriser l'unité entre travailleurs français et immigrés dans et pour l'action contre le capitalisme exploiteur, de développer l'information et le soutien à la grève des résidents Sonacotra dans le cadre des luttes politiques et syndicales au sein des entreprises prioritairement mais aussi dans les quartiers populaires en fonction des intérêts communs.

DE NOUVEAUX FOYERS EN GREVE

D'autres initiatives sont envisagées par le Comité de coordination des foyers Sonacotra qui poursuit avec succès son travail de popularisation et de mobilisation à l'intérieur même des

foyers. Par exemple, de nombreuses projections d'un montage de diapositives sur la grève ont eu lieu dans quantité de foyers. A chaque fois, elles permettent d'instaurer une discussion en assemblée générale et d'unifier les résidents sur les objectifs de la grève et la tactique à suivre en fonction des circonstances.

De fait, de nouveaux foyers sont entrés en grève (comme celui d'Etampes) et le Comité de coordination s'est renforcé. C'est ce qu'ont compris les dirigeants de la Sonacotra, le pouvoir, et les dirigeants révisionnistes du PCF qui escomptaient bien un pourrissement du mouvement. Les uns pour se débarrasser d'une lutte qui porte atteinte à leurs profits scandaleux, les autres pour stopper

la prise de conscience politique antirévionniste de nombreux ouvriers immigrés et tenter de regagner quelque influence auprès d'eux.

De nouveaux résidents des foyers : des flics et des nervis

Les procès contre les résidents ne sont pourtant pas les seules manœuvres de la réaction contre la grève. Depuis quelque temps en effet, de nouveaux résidents viennent habiter les foyers hôtels en grève : il s'agit tout simplement de flics comme à Champigny, où ils sont une soixantaine, ou bien d'hommes de main dévoués à l'impérialisme français et à la direction de la Sonacotra comme c'est le cas pour une cinquantaine

de Vietnamiens, qui ont fui et trahi leur pays après sa victoire contre l'impérialisme américain, à Sannois.

Cette implantation a pour but de renforcer la surveillance des immigrés et de briser la grève des loyers au moyen de provocations diverses. Une tentative de ce genre a échoué récemment à Sannois. Les provocateurs, nostalgiques du colonialisme, s'amusaient à déchirer le matériel de propagande du Comité de résidents (affiches par exemple) et à perturber les assemblées générales en cherchant délibérément la bagarre. Plusieurs fois, la cinquantaine de provocateurs échoua dans ses tentatives devant l'attitude ferme et vigilante des autres résidents. Pourtant, il y a quelques jours, le surlendemain d'une projection de diapos sur la grève en assemblée générale, ils s'en prenaient à nouveau aux affiches et au barman du foyer, qu'ils agressaient lâchement. Aussitôt le reste des résidents se mobilisait pour expulser les provocateurs et les mettre à la raison. La masse des résidents ripostait ainsi courageusement à l'agression et infligea une correction aux fascistes. Mais bien sûr, la bagarre qui fit 21

blessés, fut prétexte à l'intervention massive des forces de police, de la préfecture, etc.

La détermination et l'unité des grévistes est donc un rempart solide sur lequel viennent se briser les attaques de la réaction, quelque forme qu'elles prennent. Il est important pour tous les travailleurs que la solidarité politique et matérielle soit à la hauteur.

Soutien total aux grévistes de la Sonacotra !

PTT-PLM

Les révisionnistes et le «Parisien Libéré»

Lundi, 4 délégués syndicaux ont été sanctionnés par la direction. Le prétexte est d'avoir organisé des réunions de service (pendant 2 minutes) pour appeler les travailleurs de la brigade B (qui a travaillé de 6 heures à midi) à venir à la manifestation pour soutenir les travailleurs du «Parisien» et à venir à un meeting à 11 h 45 pour que la brigade A (qui commence à 12 heures) parte en grève. Après ce meeting, près de 60 % des travailleurs de la brigade A était gréviste. Le service de nuit partait en grève aussi.

Mardi, la brigade B se réunissait à midi pour décider de l'action. Les mêmes délégués (sanctionnés la veille) appelèrent à faire grève pour soutenir les travailleurs du «Parisien» et pour exiger la levée des sanctions. La grève décidée, un camarade proposa alors de passer par les services pour décider les quelques travailleurs restants à nous rejoindre et ensuite à aller tous ensemble auprès de la direction pour obtenir la levée des sanctions. A ce moment-là, les discussions commencèrent parmi les travailleurs. Les délégués syndicaux (membres du PCF et du PS) n'ont pas repris ces propositions, en disant «on n'a pas la force nécessaire (sic) de toute manière, si demain les sanctions n'étaient pas levées, ils prendraient toutes leurs responsabilités (resic) et bien sûr «pas question de faire grève demain» !

Donc, après avoir voté la grève, on pouvait rentrer chez nous... ils n'avaient plus besoin de nous !

Ce fait montre que les dirigeants révisionnistes et ré-

formistes, tout en se prétendant les «meilleurs défenseurs des travailleurs» sont en réalité leurs ennemis jurés. La grève n'est autorisée que quand cela sert les intérêts politiques de ces messieurs, il n'est pas question de développer un mouvement de masse et de classe, mais juste ce qui est nécessaire pour leur propagande et dire «tant de postiers ont débrayé» à leur appel.

Qu'est-ce que cela, sinon de la manipulation !

Il faut dire que chez les postiers, la marmite est en ébullition, alors les bonzes révisionnistes (et réformistes) ont peur du déclenchement d'un mouvement de masse qu'ils risquent de ne plus pouvoir contrôler. Mais surtout, chez les postiers comme dans les autres secteurs, ils cherchent à canaliser le réel mécontentement des travailleurs vers les objectifs électoraux de la fausse gauche.

C'est bien sur le terrain politique que les marxistes-léninistes doivent mettre l'accent et être à l'offensive, en s'appuyant sur les travailleurs les plus avancés pour engager la thèse dans la lutte contre le révisionnisme. Contre les tentatives de récupération de la bourgeoisie dite de gauche, ne veut pas dire qu'il faut mettre de côté les revendications immédiates (générallement économiques) exprimées par les travailleurs, mais si cela n'est pas lié à la lutte politique les travailleurs ne comprennent pas le pourquoi de la trahison révisionniste qui, elle, est guidée par des objectifs politiques... réactionnaires.

Rennes

LES PARTISANS DE LA «GAUCHE AU POUVOIR» CONTRE LES TRAVAILLEURS

Lundi 15/11/1976 au soir, au restaurant universitaire de Rennes-Villejean 1 l'UNEF/AJS faisait signer une pétition de mandant l'ouverture des restaurants universitaires le dimanche.

Cela quand on sait que les travailleurs des restaurants universitaires ont mené en octobre une lutte de 22 jours pour l'amélioration de leurs conditions de travail, dont par exemple :

- Maintien des droits et avantages acquis
- Non retenue des jours de grève.
- Réintégration immédiate des vacataires licenciés
- Levée immédiate des sanctions verbales
- Refus de toute mutation d'office d'un restaurant à l'autre
- Maintien de la fermeture des R.U le dimanche

Un peu plus loin la plate-forme de revendications indique :

Conditions de travail

- Remplacement sans délai des personnels démissionnaires ou en congé maladie
- Réintégration du personnel en disponibilité

Tout ceci veut dire en clair que les RU fonctionnent avec un manque de personnel évident ce qui signifie pour les travailleurs : travailler plus et pour un salaire très bas.

Le CROUS (organisme qui gère les restaurants universitaires) compte faire ouvrir les RU le dimanche, en faisant tourner le RU ouvert avec 18 personnes seulement (en gros la moitié du personnel habituel) et ce pendant 8 h. On imagine donc la vie de famille que devraient supporter ces travailleurs !

De plus les 18 travailleurs qui seraient de service le dimanche auraient leur congé le samedi ce qui veut dire que le samedi un RU fonctionnerait avec la moitié du personnel. Eh, bien tout cela n'a pas inquiété les trotskistes de l'UNEF/AJS qui ont demandé par une pétition la réouverture des RU le dimanche et ils auront sans doute voté pour au Conseil d'administration du CROUS où ils siègent avec l'autre UNEF, dirigée par le PCF, et qui a la même position (mais reste discrète).

C'est donc le lundi soir que des étudiants notamment le comité de soutien aux travailleurs sont intervenus pour dénoncer la manœuvre de l'UNEF/AJS contre les travailleurs.

Le lendemain mardi, les trotskistes de l'UNEF/AJS n'ont pas pointé le nez (d'ailleurs le comité de soutien aux travailleurs des RU a fait une affiche les dénonçant, les marxistes-léninistes de la faculté des Lettres ont eux aussi fait une affiche.)

C'est le mercredi 17/11 que le Conseil d'administration devait voter sur la réouverture du RU le dimanche.

Mais en fin de compte le vote a été repoussé à janvier. Les trotskistes de l'AJS y ont maintenu leur position tandis que l'autre UNEF a changé de position après avoir été critiqué par les adhérents CGT du personnel des restaurants. Les apprentis-patrons trotskistes ou révisionnistes en seront pour leur frais, le soutien continue pour les revendications légitimes du personnel des restaurants universitaires.

Correspondant HR (Faculté des Lettres)
L'AJS est un groupuscule trotskiste partisan d'un gouvernement PCF-PS, et qui a bien souvent une pratique de type fasciste. (L'UNEF-AJS se fait appeler UNEF unité syndicale).





la France des luttes

«Produits chimiques Ugine Kuhlmann»

NOMBREUX MOUVEMENTS DE GREVE

«Produits chimiques Ugine-Kuhlmann» (PCUK) est une des principales filiales du trust PUK (voir page 8). Les marxistes-léninistes de l'usine de Pierre-Bénite (banlieue de Lyon) nous font part de différents mouvements de grève à PCUK.

USINE DE BRIGNOUD

Après une semaine de grève des manutentionnaires, la direction lock oute l'ensemble de l'usine pendant 4 jours.

Les travailleurs obtiennent dans l'immédiat 0,20 F de l'heure et une prime d'insalubrité, leur passage au coefficient supérieur programmé dans l'année.

USINE DE SARNIE

A la manutention :

En grève depuis le 7 octobre, la direction a lâché 200 F pour tous par mois, sous forme de prime.

Les magasiniers :

Ils partent en grève illimitée. Après 3 jours, menace de lock-out. La direction recule et promet le passage OQ 24 à OHQA à la suite de stage.

Service achat :

Après deux jours de grève (conduite par la CGT), la direction distribue des augmentations individuelles, semant ainsi la confusion, la CGT laisse faire, ce qui fait que les 10 travailleurs reprennent le travail.

Service mesure :

Service de 30 techniciens, 10 maîtrises, 9 ouvriers. La CFDT est largement majoritaire.

En septembre grève perdue pour passer au coefficient supérieur. Le 8 octobre, la direction distribue des augmentations individuelles à 20 travailleurs sur 31 : refus de tous les travailleurs. Depuis c'est la grève du zèle, pas de rangement et 1 à 3 heures de grève par jour. A partir du 26 novembre, tour à tour, les travailleurs se mettent en grève désorganisant le service. La CGT qui cherchait à s'insérer dans le conflit a été invitée à ne pas y mettre son nez par les travailleurs.

Chargement de soude :

La lutte est contrôlée par la CGT. La grève démarre en même temps que la manutention sur 24 heures. La direction refuse toutes les revendications. Les travailleurs reprennent le travail.

USINE DE PIERRE BÉNITE

Conditionnement :

Début novembre, les travailleurs partent en grève reconductible chaque jour sur le problème des conditions de travail pénible. La direction fait passer de 80 à 160 F leur prime. Les travailleurs trouvent cela insuffisant et poursuivent, entraînant la paralysie des fabrications HF, acide sulfurique, forane et acroléine. Le mardi 9 novembre, 3 responsables CGT sont contactés à partir de 6 heures du matin par leur maîtrise, en dehors de tout contrôle des travailleurs qui se réunissent en AG à 9 heures. Lorsqu'ils reviennent, ils ont complètement tourné leur veste : «C'est pas la peine de continuer, on aura rien, on reprend le boulot». Un vote est malgré tout décidé. Malgré l'attitude des responsables CGT, la grève est votée jusqu'au lundi 15. Mais le mercredi 10, lors d'une réunion avec la direction, comme par hasard, elle affirme savoir que certains travailleurs sont pour la reprise. Elle propose 300 F de compensation et met à disposition un taxi, pour faire voter la reprise avant le vendredi 12 à des travailleurs absents de l'usine !

USINE D'YVOURS A PIERRE BÉNITE

Chaufferie :

Les travailleurs constatant l'insuffisance de personnel dans ce secteur, ont fait grève à chaque fois qu'il manquait quelqu'un (maladie, congé, etc.), entraînant 18 arrêts de toute la fabrication. Comme il faut 8 heures pour arrêter et 8 heures pour redémarrer, la production d'octobre a été insignifiante. La direction a dû céder et embaucher.

Conditionnement :

Les ouvriers, depuis 8 ans, sont bloqués au coefficient OQ2. En ayant marre des journées d'action

qui n'ont rien changé à leur situation, ils ont décidé de partir en grève reconductible. La CGT a tout fait pour briser leur action en allant jusqu'à faire voter l'ensemble de l'usine sur la forme d'action qu'ils avaient décidée, et en bradant leur revendication (un passage de coefficient correspondant à 200 F), en revendiquant 50 F pour le 1er janvier !!! La direction a tenté de lock-outer une première fois mais a été obligée de retirer son lock-out devant la solidarité des travailleurs. Les ouvriers du conditionnement ont modifié leur lutte en faisant des grèves de 3 à 4 heures par jour entraînant l'arrêt ou la marche réduite des fabrications. Les travailleurs décident seuls de leur action, ce qui n'élimine pas les pressions très fortes de dirigeants corrompus de la CGT.

Correspondant HR
PCUK Pierre Bénite.

Creuse

QUAND LE PCF DEFEND L'ENVIRONNEMENT

La Creuse est un département où la densité de la population est la plus forte de France. L'exode rural, du fait de l'exploitation capitaliste des paysans y est cependant forte, et les petits paysans ont de nombreuses difficultés pour s'installer ou pour rester sur leur exploitation.

Récemment à Heuville, village de la commune de St Feyre, un petit paysan a voulu construire une porcherie, car la production hors du sol devenait une des seules

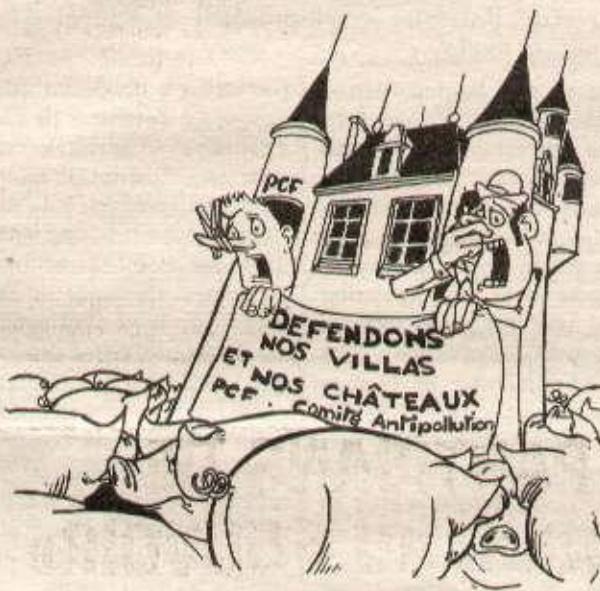
solutions pour qu'il s'en sorte.

Mais des «ruraux» non paysans ont aussitôt créé un soi-disant comité de défense de l'environnement pour s'opposer à la construction de la porcherie, non parce qu'elle nuit au paysage, mais à cause des odeurs. Ce qui est intéressant, c'est qu'on retrouve dans ce «comité» deux éminents membres du PCF, propriétaires de deux somptueuses villas (dont l'une a coûté la bagatelle de

80 millions), le châtelain du bourg de St Feyre, ainsi que quelques fonctionnaires, ayant fait construire. Face à cela, les paysans ont créé un mouvement pour défendre le cultivateur visé. La position des paysans est que le petit paysan risque de se faire exploiter par les monopoles avec qui il sera contractant, mais que de toute façon, c'est une affaire qui ne regarde pas le châtelain ni ses «amis». Les paysans ont dit qu'ils n'étaient pas contre la défense de l'environnement, mais que cela ne doit pas dissimuler la défense des résidences secondaires et cautionner la liquidation des petits producteurs.

Le journal local du PCF n'est pas d'accord avec cette juste position des paysans. Ce journal soutient le soi-disant comité de défense de l'environnement. Pour des raisons «écologiques», il est allé jusqu'à proposer aux paysans de faire des cultures maraichères «moins odorantes». Le PCF fait beaucoup de tapage sur la défense de l'exploitation familiale ; mais là, les paysans ont bien vu ce que cela signifiait dans la réalité, et ils ne se sont pas laissés tromper.

Une affaire à suivre.
Correspondant Guéret.



Ecole normale sociale de l'ouest (Angers)

Les assistants sociaux en lutte

Une cinquantaine d'élèves assistants sociaux de 1^{er} et 2^e année (les 3^e années étant en stage) se sont rendus à la DDASS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale) du Maine-et-Loire à Angers le 26 novembre pour déposer un cahier de revendications, et exiger d'être reçus par le Directeur départemental de l'Action sanitaire et sociale. Après que le hall d'entrée ait été envahi, pris par surprise, il a accepté de recevoir 5 délégués; on a commencé par attendre en bas, mais finalement, on s'est décidé à grimper les quatre étages pour aller jusqu'à sa porte pour bien lui montrer que l'on était là, et surtout décidés à agir.

Les revendications posées touchent 2 domaines : d'abord l'ouverture de terrains de stage en nombre suffisant, et en même temps le paiement par mois de stage de 750 F que nous considérons comme des frais supplémentaires dus au stage. En effet, à l'École d'Angers (comme dans de nombreuses autres écoles de service social) il manque de terrains de stage, problème crucial car les stages représentent une part importante de notre formation. (11 mois 1/2 de stage service social sur 27 mois de formation). Cette année, la situation s'est particulièrement aggravée, à tel point que les premières années ont été obligées de reculer leur départ en stage du 22 novembre au 5 décembre et aujourd'hui

ils ne savent pas s'ils en auront suffisamment. En 2^e année, une femme mère de 2 enfants et âgée de 45 ans fait 120 km par jour, d'autres alors qu'elles sont originaires d'Angers vont dans le Morbihan pour 5 mois. Enfin certaines prennent des stages «libres» c'est-à-dire sans assistance sociale comme monitrice de stage. Cela peut être une bonne chose, mais, d'une part, cela ne dure que 2 mois et une seule fois durant les 3 ans, et d'autre part, cela devient une issue de secours pour la direction de l'École, dans la mesure où, cela pousse à ne pas exiger l'ouverture de stages en service social, (ce qui arrange bien les affaires de la DDASS).

Un fait important, les contacts que l'on a avec les assistantes sociales professionnelles nous permettent de savoir que celles-ci ne demandent pas mieux que de prendre des stagiaires mais, que le refus vient de l'Administration, (c'est-à-dire des assistantes sociales chef de service), qui ne tient pas du tout à améliorer les conditions de travail du personnel. (La présence de stagiaires en permanence rendrait nécessaire la construction de locaux plus grands souvent particulièrement exigus actuellement).

De plus les stages occasionnent des frais supplémentaires : double loyer pour les gens qui vont dans une autre ville en stage, frais supplémentaires de

repas dans les endroits où il n'y a pas de RU (restaurants universitaires), frais de déplacement occasionnés par l'utilisation du véhicule (voiture, vélomoteur) en stage, assurance complémentaire automobile etc.

Pour obtenir satisfaction, seule la lutte paiera !

La DDASS a bien entendu essayé de noyer le poisson en disant qu'elle allait transmettre à la Direction Générale, qui, elle, transmettrait au Ministère, mais qu'elle n'avait pas le pouvoir.

Notons au passage la duplicité de ces bureaucrates bourgeois : l'année dernière, plusieurs centaines de travailleurs sociaux de l'Ouest s'étaient entendus répondre à la DDASS de Rennes par le Directeur qu'il n'avait pas le pouvoir, 15 jours après, à Angers ils s'entendaient dire par Lenoir, Secrétaire d'Etat aux affaires sociales, qu'il n'était pas responsable de cet état de fait, et aujourd'hui même couplet.

Cependant il s'est retrouvé face à des délégués fermes, qui au nom de nous tous, ont dit que l'on exigeait une réponse pour le 10 décembre, faute de quoi on prendra les moyens pour obtenir satisfaction.

Seule la lutte paiera, alors, «A l'offensive !».

Correspondant HR

QUAND VOUS
AVEZ LU LE
QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS !
DONNEZ-LE
OU AFFICHEZ-LE !



informations générales

Chasse aux sorcières dans la CSCV

Un militant marxiste-léniniste exclu à Borny

Si les travailleurs adhèrent à la CSCV (*), c'est dans la volonté de mener résolument la lutte pour faire aboutir leurs revendications dans les quartiers. Nous parlerons ainsi demain d'une grève de charges organisée par la CSCV en Vendée. Mais les partis bourgeois cherchent, là comme ailleurs, à dévoyer la lutte et s'efforcent de faire taire les travailleurs qui s'opposent à leurs conceptions de collaboration de classe.

A Borny, les locataires avaient décidé de refuser les augmentations de charges et de verser les charges à l'ancien tarif sur un compte bloqué. La CSCV, sous l'impulsion de tenants du Programme commun, a réussi à imposer un blocage au nouveau tarif, ce qui, dans les conditions du LOGI-EST, nuisait au développement de la lutte. Dans leur bulletin «Clarté», les marxistes-léninistes de Borny ont critiqué cette position et ont dénoncé le Programme commun. C'est finalement parce qu'il voulait impulser la lutte sur des bases de classe et s'opposait au Programme commun que notre camarade a été exclu. Nous publions ici la lettre de notre correspondant et l'appel pour imposer la réintégration du militant exclu.

Lundi 22 novembre, lors d'une réunion du conseil syndical du syndicat du cadre de vie (APF) de Borny, l'exclusion d'un militant communiste marxiste-léniniste a été votée par 5 voix pour, 2 contre et une abstention.

Les raisons de cette exclusion sont directement liées à la lutte que mènent depuis 3 mois les locataires du quartier contre la Société LOGI-EST, avec le syndicat du cadre de vie (APF). En effet, dès le début de la lutte, des divergences profondes sont apparues au sein du syndicat du cadre de vie (APF) sur la position à avoir face aux augmentations de charges de chauffage.

Les communistes marxistes-léninistes, quant à eux, se sont employés à impulser une position de classe qui se traduisait concrètement par le blocage des charges. Sans payer l'augmentation du 1er mai 1976. Après discussion, cette position fut adoptée en conseil syndical.

Tentatives de sabotage de la lutte des locataires

Or lors de l'Assemblée générale suivante, la perma-

nente de l'union locale aidée par une adhérente fit une proposition qui sema délibérément le trouble parmi les locataires en déformant la proposition prise en conseil syndical (retenir sur le loyer l'augmentation qui avait été payée lors des 4 mois précédents). Cela afin d'imposer le blocage avec l'augmentation, de faire accepter aux locataires l'augmentation du 1er mai 1876, de dévoyer la lutte en appelant les locataires «à lutter pour que Logi-est ait une gestion saine... à demander des justifications...» etc.

les Communistes Marxistes Léninistes dénoncèrent, dans le No 5 de leur bulletin «Clarté», ces pratiques qui nuisent au développement de la lutte et expliquèrent en quoi elles sont caractéristiques de la ligne politique du Programme Commun... «qu'il nous faut combattre si nous voulons qu'existe sur notre quartier un Syndicat de classe et de masse.

Lors de la réunion du Conseil syndical, qui vota l'exclusion, le No 5 de «Clarté» servit d'acte d'accusation. Il fut reproché au camarade d'avoir critiqué l'AFP à l'extérieur du syndicat d'une part dans le bulletin, d'autre part sur des affiches manuscrites.

Comme par hasard, étaient présents ce soir-là des adhérents qui ont brillé jusqu'à présent par leur absence et leur inactivité mais qui pour une fois... étaient à «l'avant-garde»... derrière la permanente de l'union locale.

Exclu pour avoir défendu des positions de lutte de classe

L'ultimatum qui fut d'ailleurs posé au camarade est significatif de la conception qu'ont ces gens de la démocratie syndicale. En effet, «le camarade ne serait

pas exclu à condition qu'il s'engage à l'avenir à ne plus s'exprimer à l'extérieur du syndicat... particulièrement qu'il n'exprime pas à l'extérieur du syndicat ses critiques. Le problème est bien là, notre camarade a été exclu par le conseil syndical de Borny, parce que celui-ci refuse à un militant politique, et particulièrement à un militant communiste de l'Humanité rouge, membre du syndicat le droit de s'exprimer à l'extérieur particulièrement pour expliquer les divergences.

Par ce vote, le conseil syndical vient de montrer qu'il n'a pas de leçons à recevoir d'Edmond Maire.

La peur d'être démasqué et rejeté par les locataires le pousse à se débarrasser de ceux qui deviennent gênants... comme ce fut le cas, il y a déjà plusieurs années avec un travailleur du quartier qui se vit refuser la carte sous prétexte que «des gens de son espèce étaient indésirables dans le syndicat...»

Exigeons la réintégration de notre camarade

Pas plus qu'ils n'ont accepté le sabotage de la lutte des locataires de LOGI-EST, les communistes marxistes-léninistes de Borny n'accepteront cette «chasse aux sorcières» et cette exclusion.

Nous appelons massivement les locataires, les travailleurs, les adhérents CSCV-APF de Borny à lutter pour imposer la réintégration de notre camarade en signant massivement une pétition (le texte sera envoyé très prochainement), les militants du syndicat du cadre de vie dans toute la France à soutenir la lutte pour la réintégration de notre camarade.

Les textes signés sont à envoyer à :

— Fédération de la Moselle du syndicat du cadre de vie (APF)

1, rue du Coëtlosquet
57000 — Metz

— Syndicat du cadre de vie

6/8, boulevard d'Alsace

57000 — Metz-Borny

— ainsi qu'à l'Humanité rouge qui transmettra.

Non aux exclusions. Réintégration de notre camarade.

Correspondant HR Borny.

(*) CSCV : Confédération syndicale du cadre de vie, c'est l'ancienne Association populaire familiale (APF).

La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

FAITES CONNAITRE VOS INITIATIVES AU QUOTIDIEN !

Chers camarades, amis et lecteurs, agissez toujours davantage dans les entreprises, dans les localités pour soutenir l'Humanité rouge. Mais pour participer pleinement à la bataille financière et politique que nous avons engagée cela ne suffit pas. Il faut que vous fassiez part au journal qui est le vôtre de vos initiatives, des obstacles surmontés, des succès remportés. Ainsi votre expérience profitera à l'ensemble des travailleurs qui mènent cette bataille dans la France entière. Le quotidien a justement l'immense avantage de permettre d'unir étroitement dans la lutte chaque jour des milliers de lecteurs. C'est en lui faisant part de votre expérience que vous lui permettez de jouer son rôle et de servir l'ensemble de la classe ouvrière en lutte.

Ainsi, des camarades nous ont fait part d'une initiative intéressante. Ils vont sortir sous forme de petite brochure, la nouvelle parue dans le journal signée de Dominique Pagelle. Sa vente militante servira de support à la campagne de soutien et viendra grossir la souscription.

Un lecteur nous a envoyé la lettre suivante : «La lutte est dure contre la bourgeoisie et le réformisme dans les rangs ouvriers. Nous mêmes avons du mal à nous débarrasser des habitudes héritées de la domination bourgeoise. Il faut oser lutter ! Nous, les révolutionnaires, n'avons rien à perdre et tout à gagner. Notre vie est dure et pleine de souffrance mais l'avenir est radieux... Pour

le quotidien de la classe ouvrière et du peuple travailleur, pour le quotidien du socialisme et de la Révolution prolétarienne : 100 F à l'Humanité rouge.

Par ailleurs, nous publions ici les diverses souscriptions que nous avons reçues d'août-septembre à décembre et qui se chiffrent au total à deux millions anciens.

Souscp. Lib. Paris	1 020,00 F
Suppl. Réabt VAM en timbres	5,00 F
Suppl. Réabt MJ	5,00 F
Pour faire triompher la juste cause défendue par	
HR CG	100,00 F
CDHR Giacomini	190,00 F
" R. Luxembourg	180,00 F
Un lecteur malgache	19,00 F
Suppl. Réabt WA	30,00 F
" " FF	20,00 F
" " LSC	50,00 F
" " CJP	200,00 F
6e versement à la souscp. HY	60,00 F
CDHR Ho Chi Minh	52,00 F
Suppl. Réabt DG	5,00 F
Un médecin ayant gardé l'idéol. prol.	5 000,00 F
M. Mme M. Suppl. Réabt	60,00 F
Un postier	50,00 F
Un AJ	50,00 F
2 infirmières	10,00 F
1 aide-ménagère	5,00 F
Des travailleurs	25,00 F
Suppl. Réabt LM	5,00 F
1 camarade paysan	100,00 F
Soutien au journal CDHR Aubagne	50,00 F
Souscp. à table de vente en hommage à Mao Tse-toung	50,00 F
Pour continuer à faire vivre le journal LL	100,00 F
Suppl. Réabt DA	5,00 F
" " CJP	40,00 F
" " RV	20,00 F
Les ML du 15e et la CAF	1 000,00 F
Suppl. Réabt CF	5,00 F
" " LS	25,00 F
" " DM	8,00 F
Soutien Hebdo MD	
5 fois 15 F	75,00 F
Vive la pensée Mao Tse-toung une écolière	30,00 F
Suppl. Réabt AM	110,00 F
(A suivre)	

Ni plan Barre, ni Programme commun !

Partout les travailleurs intensifient la lutte contre le plan Barre et pour refuser cet autre plan capitaliste qu'est le Programme commun. Pour servir cette campagne et notamment la mobilisation en vue de réunions publiques, nous tenons à la disposition de nos camarades et lecteurs des affiches «Ni plan Barre, ni Programme commun» que nous avons fait retirer et qu'ils peuvent se procurer sur commande.

MEETING - DEBAT A CRETEIL

à l'appel de l'Humanité rouge
dimanche 12 décembre — 15 h 30
17, rue Emmanuel Chabrier (derrière le centre social Kennedy) Créteil-Montmesly
— Montage diapo sur les luttes classe contre classe et la dictature du prolétariat.
— Débat
— Crèche
— Témoignages d'ouvriers

CONTRE LE CHOMAGE ET LE CAPITALISME POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE MEETING DE L'HUMANITE ROUGE

Vendredi 10 décembre
Centre culturel Gérard Philippe
20 H 30 Brétigny
Interventions de travailleurs :
— un travailleur du CEA
— une institutrice
— grève du foyer Sonacotra d'Étampes
— luttes à Brétigny (piscine, foyer de l'enfance)
Intervention sur le thème «Ni plan Barre, ni Programme commun».
Montage-diapo
Une table de presse avec de nombreux livres chinois, albanais, etc. sera à la disposition de l'assistance.

Guide des films anti-impérialistes

Par Guy Hennebelle



• 300 films répertoriés
• 150 films analysés
• une foule d'adresses

1976

E-100

Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010-Paris Tel. : 202 87 05



culturel

Télévision

A PROPOS DU «JOURNAL D'UN PRÊTRE OUVRIER»

Un lecteur postier nous écrit

Le télé-film FR3-Lille, projeté le 1er décembre, portant sur «le journal d'un prêtre ouvrier», était intéressant à plus d'un titre. Malgré son caractère humaniste et larmoyant, on peut quand même dire qu'il est parmi les choses qu'il faut voir à la télé.

Il s'agit de l'histoire d'un de ces très nombreux prêtres ouvriers qui, depuis des années, se sont lancés dans la lutte aux côtés des ouvriers.

Ce film présente de manière réaliste et concrète la vie de ces hommes qui sont également aumôniers de lycée ou de quartier, qui vivent en communauté, partagent leurs expériences avec, comme ligne directrice, leur idéalisme religieux qui est un frein à la réelle prise de conscience de ces hommes.

On y voit aussi comment le révisionnisme récupère ou tente de récupérer cette volonté de liaison aux masses à des fins étrangères à la lutte de la classe ouvrière, à son émancipation. La volonté de ces prêtres ouvriers de se lier à la classe ouvrière est une réalité objective et intéressante. Cependant, le film paraît assez en décalage avec l'expérience que j'ai de ces choses.

Ayant eu l'occasion, dans le passé, de travailler avec ces gens, j'ai pu me rendre compte qu'ils étaient totalement coupés de la pratique, qu'ils nourrissaient des tas d'illusions sur la vie en usine. C'est que la formation réactionnaire qu'ils ont reçue pendant des années ne leur permet pas d'avoir une claire idée des problèmes de la classe ouvrière.

Le révisionnisme est à l'affût de tout cela. Par

exemple, au nom de la prétendue «démocratie syndicale» qu'il viole à tous les bras, il «récupère» ces gens en leur disant : «On a besoin de tout le monde». De plus, on leur confie des responsabilités en égard à leur «formation» ; on essaie de se servir de leur esprit de lutte

me se développe chez ces prêtres ouvriers. Il est encore embryonnaire, partiel, mais il existe. Il est lié au fait que ces prêtres ouvriers travaillent essentiellement comme OS ou à la campagne.

Mais au nom du refus de «l'anti-communisme» qui, pour eux, s'apparente au fait

avec qui il est intéressant de travailler.

C'est en ce sens qu'à partir d'un tel film on peut discuter. En lui-même, il n'apporte rien de très concret, sinon qu'il montre (est-ce volontaire ?) comment agissent les révisionnistes. Il n'a aucun rôle d'éducation anti-



Pour la Vie Ouvrière, organe de la CGT : les prêtres à l'usine, c'est une façon de «vivre son christianisme». Or, de par leur idéalisme religieux réactionnaire, ceux-ci sont souvent complètement coupés des ouvriers et de leur classe et font le jeu des révisionnistes. Quelques-uns seulement, lorsqu'ils voient clair, sont amenés à tout remettre en cause. (Photo Interpress).

pour museler la classe ouvrière. Car idéalisme religieux et révisionnisme se complètent.

Dans le nord de la France par exemple, dans la paysannerie pauvre, l'idéalisme religieux est très répandu. Au nom de la «fraternité humaine», au-dessus des classes, il démobilise les masses et les invite à la modération. C'est ce que l'on voit dans le film.

Cependant, ce qu'il ne nous dit pas — et pour cause — c'est qu'un courant d'opposition au révisionnisme

de militer à la CGT (pour certains d'entre eux), ils collaborent étroitement avec les révisionnistes. L'exemple de la JOC, Jeunesse ouvrière catholique, est significatif en certains endroits.

Dans la CFDT, il y a également de très nombreux prêtres ouvriers. Il arrive que ces prêtres aient des positions de classe correctes, alors se posent à eux de nombreux problèmes : le célibat, leur croyance, la Chine, le socialisme, etc. Un net courant se dessine donc en leur sein, ils refusent le célibat, quittent «l'habit», se marient et ont des enfants, s'intéressent à la Chine, etc. C'est un pas en avant. Des faits concrets peuvent être cités sur ces «défroqués» qui se rapprochent de la classe ouvrière. Même si leur rupture avec l'église est encore fraîche, même si leur idéalisme est encore présent, même s'ils nourrissent des illusions sur le PCF, la CGT et la «gauche», ce sont des gens

capitaliste. Il est donc à critiquer sur ce plan-là. Mais il a au moins le mérite de présenter un problème réel que nous avons tendance à ignorer.

La voix de l'Amérique veut améliorer sa propagande impérialiste

Un certain nombre de journalistes de «Voice of America» (la voix de l'Amérique), station de radio qui dépend des services d'information du gouvernement yankee (l'USIA) ont décidé d'intervenir auprès du nouveau chef de file de l'impérialisme US, Jimmy Carter, pour obtenir «l'indépendance» de la station.

Mais qu'est-ce que cette station ? On peut se douter que pour qu'un tel moyen d'information soit ouvertement gouvernemental aux USA, c'est qu'il doit jouer un rôle important dans la politique impérialiste US.

En effet, la «Voix de l'Amérique» est tout simplement destinée à «combattre le communisme» et est réalisée en direction des pays socialistes, des pays du tiers monde, ainsi que des pays dominés par le social-impérialisme soviétique.

Ainsi la station dirige-t-elle ses antennes vers les pays révisionnistes, URSS et pays satellites, mais aussi, bien sûr vers le Vietnam, le Laos et le Cambodge, la Chine, la Corée et vers les continents africain et d'Amérique latine.

Il s'agit donc bien d'une entreprise de propagande directe des impérialistes a-

méricains pour leur politique réactionnaire. Informations erronées, tronquées, commentaires politiques choisis, infiltration culturelle par la musique notamment, constituent l'essentiel de ses programmes réalisés dans toutes les langues nécessaires.

Est-il question pour ces partisans de «l'indépendance» de remettre en cause ce rôle réactionnaire ? Pas du tout et jugez plutôt : ces «contestataires» estiment que «le contrôle bureaucratique exercé sur cette radio par des personnes qui sont plus des diplomates et des hommes politiques que des journalistes, empêche la radio de s'étendre sur les problèmes délicats qui peuvent être au centre des préoccupations des auditeurs».

Ces journalistes estiment également que «cette structure réduit à néant leurs efforts pour présenter aux auditeurs étrangers une information complète et professionnellement valable».

Enfin, ils estiment que la station devrait expliquer «la politique des États-Unis de manière claire et efficace» ! On comprend combien cette revendication n'a absolument rien de progressiste puisque le souci des journalistes est simplement de vouloir mieux faire leur travail de propagande réactionnaire notamment auprès des véritables pays socialistes et des pays du tiers monde. Un autre aspect à noter dans cette affaire est certainement l'accentuation de la lutte avec l'impérialisme russe sur le plan de la propagande et de l'infiltration idéologique et culturelle impérialiste, car la clique Brejnev a bien évidemment ses stations de radio en direction des mêmes pays. Les deux superpuissances révèlent dans cette pratique leurs intentions lorsqu'on sait que ces stations pratiquent le brouillage des radios des pays visés et passent leur temps, dans les pays voisins à se déplacer clandestinement et sans arrêt pour éviter d'être eux-mêmes brouillés ou simplement repérés par les autorités des pays dans lesquels ils opèrent.

Kuhle Wampe

(film de Bertold Brecht et Slatan Dudow réalisé en 1932)

Au cinéma «Le Cinématographe»

44, cours Suchet, 69002 Lyon

Tel : 37 24 84

le samedi 11 à 19 h 45 et lundi 13 à la même heure.

Claude Antonini

Chante des chansons anti-impérialistes palestiniennes, bretonnes et sur les problèmes des femmes, etc. au «Cloître», 19, rue St Jacques, Paris 6e les 10 et 11 décembre, à partir de 22 h 30.



La Jeune Garde rouge

ORGANE CENTRAL DE LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE LÉNINISTE DE FRANCE

Le numéro de décembre de «La Jeune Garde rouge» est paru.

Au sommaire :

- Union, action, n'attendons rien des élections !
- Facultés : boycottons les élections d'UER ! A l'action contre la répression du mouvement étudiant !
- Chômage, oppression, exploitation forcenée, c'est le sort que la bourgeoisie réserve aux jeunes (p. 4 et 5).
- Dix jours à travers les pays de l'Est.
- Sur le front culturel.
- Gary Tyler, notre frère.

Ce numéro vendu 2 F est disponible dès maintenant. Vous pouvez vous le procurer en vous adressant à «L'Humanité rouge».



Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

L'Humanité Rouge

Péchiney-Ugine-Kuhlmann fer de lance de l'impérialisme français (2)

L'EXPORTATION DES CAPITAUX

Cette étude a été réalisée par les marxistes-léninistes de l'usine PUK la Madeleine, dans le Nord. La première partie traitait de la fusion entre Pechiney et Ugine-Kuhlmann et des différents aspects de l'exploitation des travailleurs.

Les accidents du travail

Le taux annuel d'accidents du travail dans une usine du groupe est de 17 % (non compris les entreprises extérieures). Les maladies professionnelles sont fréquentes. Certaines sont non-reconnues : ainsi à l'Ardoise (Gard) des maladies provoquées par la manipulation de chrome (dermatose notamment) Ailleurs, le diphenil donne le cancer; la fabrication du chlorure de vinyle peut provoquer des cancers du foie. Et comment pourrait-on penser qu'il est sain de travailler à l'usine quand le simple fait de ramasser de l'herbe près de Saint-Jean-de-Maurienne vous donne des boutons sur les mains ?

LES SECTEURS JUGES NON RENTABLES

« Il ne faudrait point permettre que les choses se figent » dit Jouven, ex-PDG de Puk. Le patron doit pouvoir donc accroître ou diminuer l'activité de son entreprise, sans que des freins tels que la sécurité de l'emploi viennent remettre en cause des projets dictés par le profit. Les patrons parlent de mobilité, les salariés de licenciements : c'est la même chose. Ainsi les patrons généralisent-ils dans les usines du groupe, un volant de main d'œuvre grâce aux travailleurs temporaires, c'est à dire un personnel non compris dans les effectifs, dont on peut se séparer sans indemnités. Cela s'est étendu à toutes les filiales du groupe. Cette « marchandise humaine » atteint en moyenne plus de 10 % des effectifs salariés de PUK.

Cette mobilité va de pair avec le désinvestissement des secteurs jugés non-rentables, qui devient une règle d'or pour PUK. Ainsi contrairement à ce qui était annoncé, les fermetures ou ventes d'usines ou de sociétés entières ne se sont pas faites attendre après la fusion en 1971.

Aux dires de PUK, « la fusion ne soulèverait pas en elle-même de problèmes d'emploi ». Cependant on retrouve plus tard des problèmes d'emploi dans toutes les filiales du groupe, et en particulier dans les sociétés suivantes :

- IRBA (Maxéville) : la fermeture de 2 usines sans reclassement fait passer les effectifs de 1 130 à 390 en 2 ans.

- SERS (Chedde) : un atelier d'aluminium (60 personnes) est fermé
- Produits chimiques d'Ugine-Kuhlmann (PCUK) : fermeture des usines de Saint-Denis (450 personnes) Hunninge (50 personnes)
- A Watrelos, en mai 1975, fermeture de l'atelier sulfurique : en avril 1976, de l'atelier de chrome et le processus pour la fermeture complète (450 personnes)
- A la Madeleine, fermeture de l'atelier des engrais ternaires.
- A Loos, fermeture de l'atelier de production d'acide sulfurique ... deux fermetures qui sont en train de se réaliser cette année.

- Fermeture des usines de Chauny, de Montargis, des mesures de chômage partiel aux usines de Grandville et Brest. (En réalité PUK lance une vaste offensive anti-ouvrière dans le secteur de la chimie : « dégraissage » important qui fut décidé en réunion de Comité central d'entreprise en automne 1975).

Ainsi il n'est plus question pour PUK d'investir dans des secteurs, dans de vieilles installations qui ne lui sont plus rentables. Car si à l'intérieur du pays les investissements augmentaient énormément pour reconstruire de telles vieilles installations, le résultat serait une baisse du taux de profit : C'est pourquoi PUK se tourne vers l'étranger. Comme le remarque Marx :

« S'il existe des capitaux qui sont envoyés à l'étranger, il en est ainsi non pas parce qu'ils ne peuvent plus être utilisés dans leur pays d'origine. Il en est ainsi parce qu'ils peuvent être utilisés à un taux de profit beaucoup plus élevé à l'étranger ».

IMPLANTATION A L'ETRANGER

PUK est partout. Ne voir que la France (vallée de la Savoie, régions de Grenoble et de Lyon, Gard, Provence, Bouches-du-Rhône, vallée pyrénéenne, plateau de Lannemezan, région de Lacq, le Nord, l'Est, la région parisien-



(tableau 3)

ne...) ne suffit pas. C'est la carte du monde qu'il faut pour découvrir l'empire de ce monopole (cf. tableaux 3 et 4).

- Dans les pays du tiers monde : une bonne douzaine de pays d'Afrique, d'Amérique Latine, Turquie, Liban, Inde, Corée du Sud...

- Dans les pays du second monde : Europe de l'Ouest et de l'Est (contrats d'aide technique), Canada, Japon, Australie.

- Dans le premier monde : USA, URSS.

L'objectif des investissements à l'étranger, est d'aller d'une part vers les pays du tiers-monde, d'autre part vers les pays ayant une industrie relativement développée et même très développée.

A - PUK s'est installé dans les pays du tiers-monde parce que « les capitaux, comme dit Lénine, y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché, les profits y sont habituellement élevés ». Ainsi Pechiney et Ugine, dans les années cinquante, étaient alléchés par la bauxite et les capacités hydro-énergétiques africaines (Guinée, Cameroun). Les projets sont d'abord modestes, mais c'est ensuite un vaste complexe africain alumine-aluminium que Pechiney-Ugine envisage de construire. Ces projets étaient étroitement liés à la domination de l'impérialisme français. Quand l'heure de la

	Investissements totaux (millions F)	Investissements à l'étranger	
		en millions F	en %
1960	790	277	35
1969	1 200	950	80
1970	1 700	706	40
1971	1 700	1 130	65
Total 1960-71	5 500	3 081	56

Source : A. Jouven et F. Durand, « Groupe Pechiney Ugine Kuhlmann », Note de l'Institut d'économie et de politique, septembre 1971, p. 15.

(tableau 5)

libération a sonné pour ces pays, ces projets sont abandonnés, en 1960.

Ainsi, au moment de l'indépendance de ces pays, PUK n'effectue plus de mises de fonds importantes. Cela est dû principalement à la situation politique nouvelle et à la lutte des pays du tiers-monde contre l'impérialisme et l'hégémonisme. Mais cela ne les empêche pas, par le moyen de l'« Etat » et de la politique extérieure, de mener une lutte acharnée au niveau mondial pour conquérir des marchés et de pratiquer le néo-colonialisme : au cours de négociations de PUK avec la Banque coréenne de développement, V. Giscard d'Estaing reçoit le premier ministre de Corée du sud en visite à Paris, et l'informe que le gouvernement français a décidé d'accorder une garantie aux établissements industriels français qui se réaliseront en Corée. Et les exemples ne manquent pas.

B - D'autre part, tout en renforçant l'exportation de capital vers les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, de grandes quantités de capitaux sont aussi exportés vers les pays industriels développés.

« L'impérialisme, comme dit Lénine, se caractérise justement par une tendance

à annexer non seulement les régions agricoles, mais même les régions les plus industrielles ».

Trois exemples le montrent suffisamment :

- La Grèce : c'est pour PUK un pays extrêmement intéressant :

- gisements de bauxite ;
- énergie fournie à des conditions avantageuses : un prix de base de 2,375 millièmes de dollars le KW/h, indexé sur le prix international de l'aluminium et la garantie de payer au maximum l'énergie au prix le plus bas payé par la firme la plus avantageuse installée en Grèce ;

- un financement public : barrage financé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) ;

- facilités d'exportations : proximité de la mer, association de la Grèce à la CEE ;

- et surtout des conditions politiques favorables (le fascisme, à l'époque, et l'inféodation à l'impérialisme américain).

D'où un complexe d'alumine-aluminium qui exporte à 80 - 85 % à destination de l'Europe.

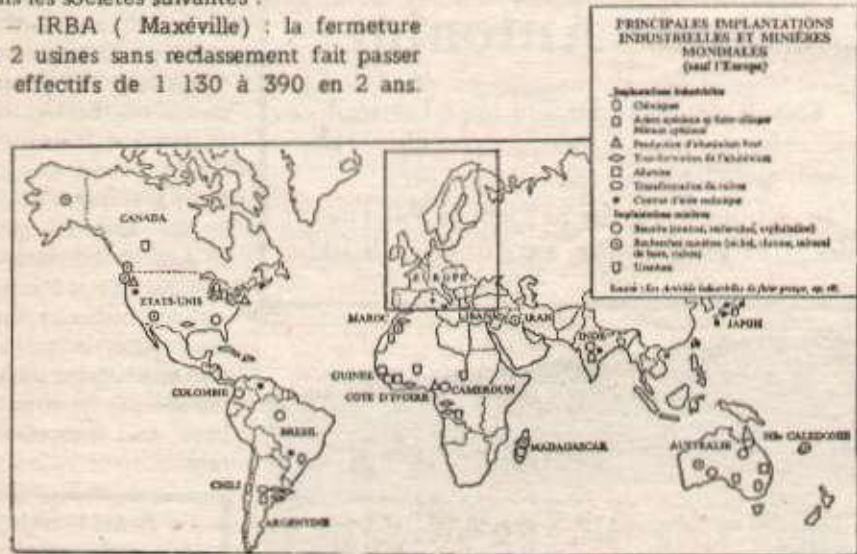
- Les USA : s'installer aux USA, pour PUK, c'est le rêve des « managers » français. Les USA sont le premier débouché mondial pour l'aluminium. Pechiney, puis PUK, tente à s'y intégrer jusqu'aux produits finis, car les USA c'est : pas de droit syndical véritable, dans la mesure où les syndicats font partie de l'appareil d'Etat, pas de restriction aux licenciements, pas ou peu de charges sociales. Jouven le disait sans fard : « On a pu y partir de zéro, alors qu'en France, on traîne un certain nombre de vieilles installations qui, s'il n'y avait que des problèmes économiques, seraient fermées depuis longtemps »...

- L'URSS : PUK s'installe en URSS, car il y voit de nombreux intérêts, outre l'exercice et les conditions d'exploitation des matières premières, de transport, d'approvisionnement d'énergie, de crédit, il considère surtout les conditions de domination de la classe ouvrière qui vit tous les jours le social-fascisme, peu lui importe l'indépendance de la France, (dans la mesure où l'aluminium est avec le titane le matériau de base de la construction aéronautique) ! (cf. HR No 536) Il construit des usines de production d'alumine et d'aluminium pour alimenter le matériel de guerre du social-impérialisme.

Quelle est la conséquence de cette politique d'exportation de capitaux ?

Pour l'ensemble des entreprises qui forment PUK, la part des capacités installées en France dans le potentiel total de production d'aluminium a rapidement chuté : 80 % en 1952 ; 63 % en 1967 ; 43 % en 1972.

Si l'on prend en considération l'ensemble des investissements réalisés par les entreprises qui forment aujourd'hui le groupe PUK (tous secteurs) de 1968 à 1971, on peut estimer que plus de la moitié (près des 3/5e) l'ont été à l'étranger (cf. tableau 5). (à suivre).



(tableau 4)